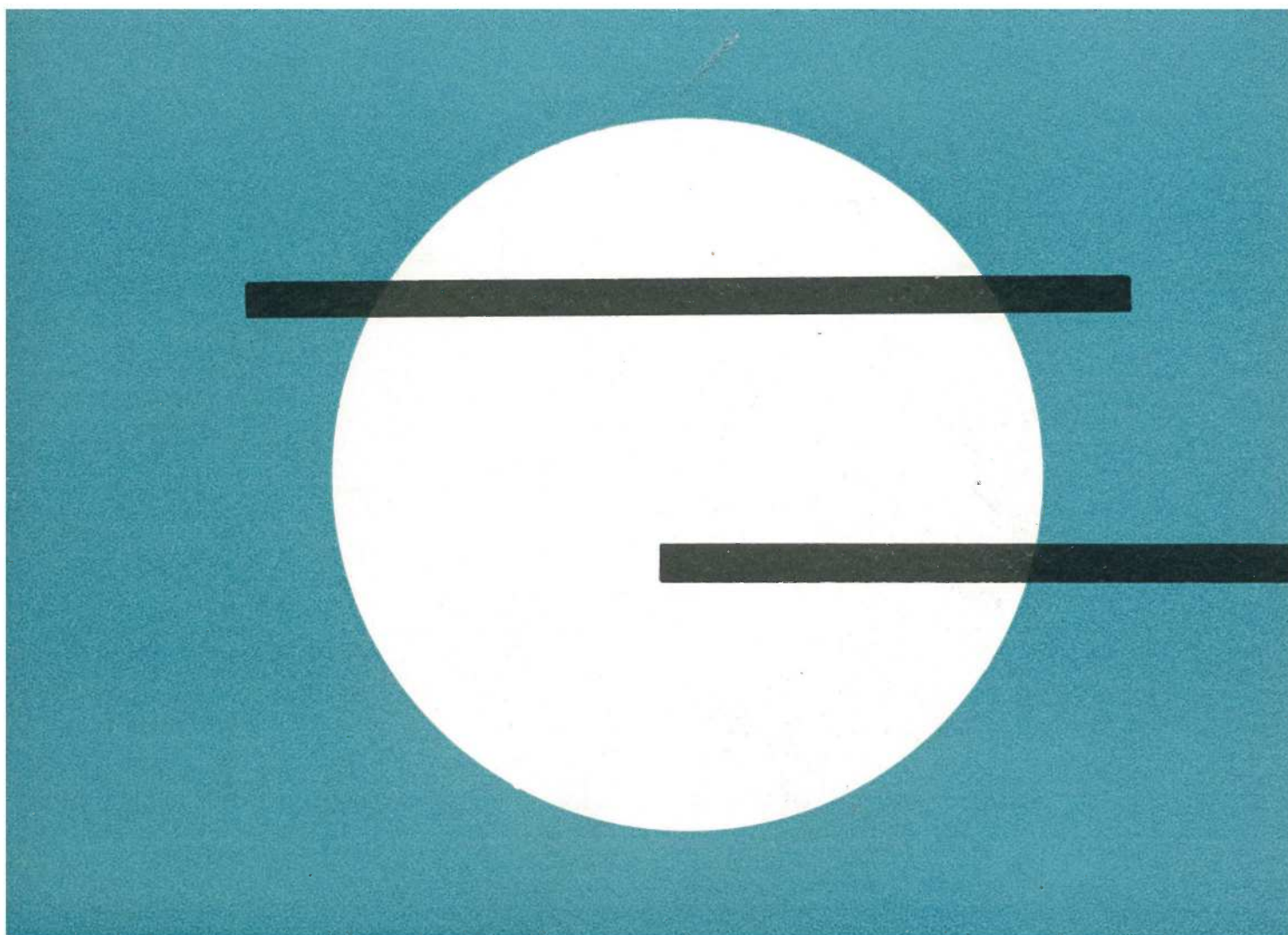


POPULATION ET ALIMENTATION



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

PAM
312(100)
T66
(F59)

CONFÉRENCE McDOUGALL 1959

POPULATION ET ALIMENTATION

CONFÉRENCE McDOUGALL 1959

POPULATION ET ALIMENTATION

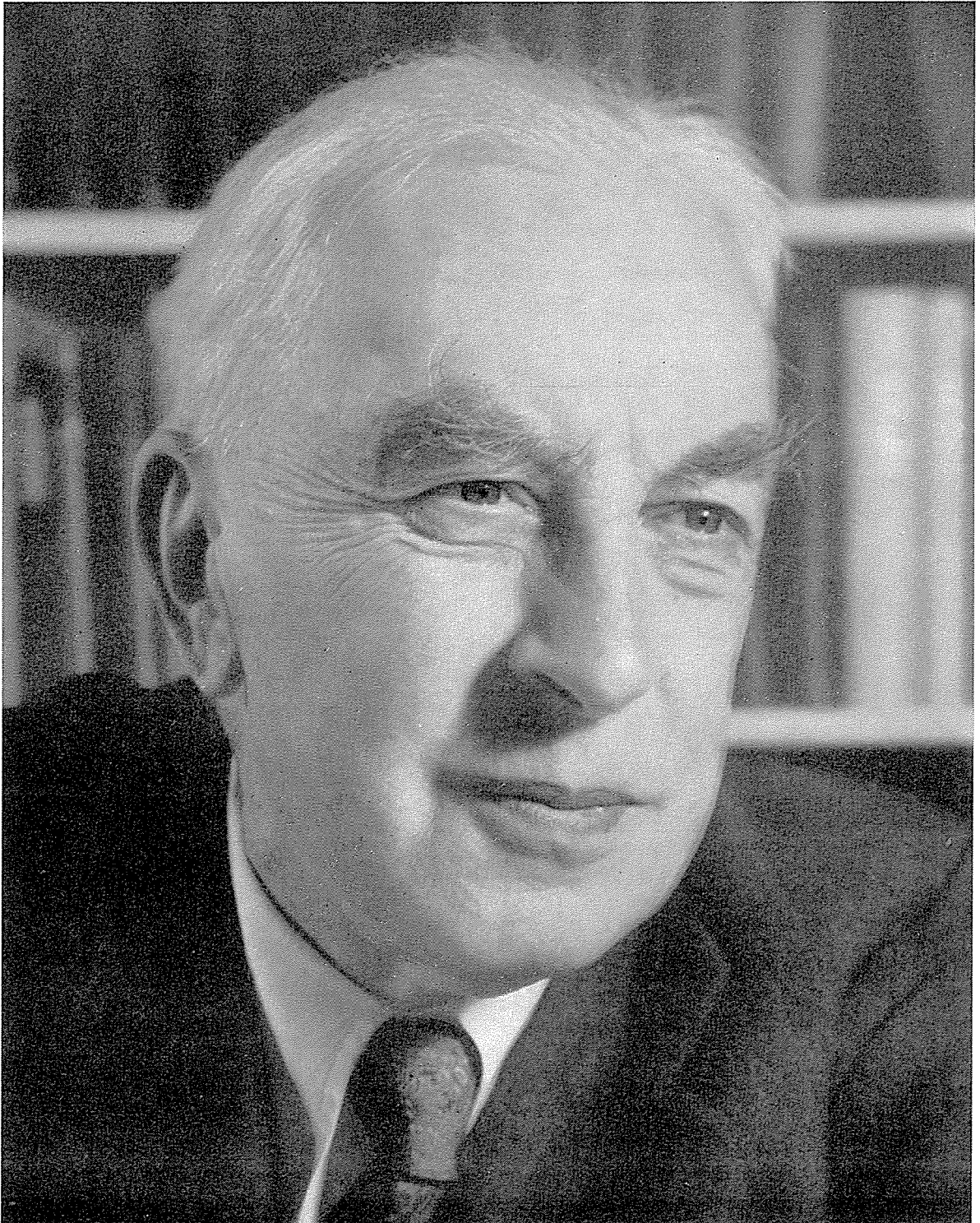
par ARNOLD TOYNBEE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE - ROME 1959

© FAO 1959

Imprimé en Italie



M. Arnold Toynbee, le célèbre historien anglais, est né le 14 avril 1889, et a fait ses études au collège de Winchester et à Balliol College (Oxford). Il est surtout connu pour son ouvrage monumental, A Study of History, qui a été traduit en français sous le titre « L'histoire, un essai d'interprétation », et pour ses contributions aux Surveys of International Affairs, publication éditée par ses soins sous les auspices du Royal Institute of International Affairs de Londres, où il a été par ailleurs directeur d'études de 1925 à 1955.

Pendant la dernière guerre, les ressources de l'institut ayant été mises à la disposition des Affaires étrangères, M. Toynbee prit la direction du service de recherches du Foreign Office.

Directeur d'études à Balliol College de 1912 à 1915, M. Toynbee fut nommé, après la première guerre mondiale, professeur de langue, de littérature et d'histoire byzantine et grecque moderne à l'université de Londres, puis, en 1925, professeur d'histoire internationale à cette même université. Il a pris sa retraite en 1955 et a reçu la même année le titre de professeur honoraire.

Parmi les œuvres récentes de M. Toynbee, on peut citer, outre le célèbre Study of History, The World and the West (recueil de conférences prononcées en 1952, traduit en français sous le titre « Le monde et l'Occident »), An Historian's Approach to Religion, Christianity among the Religions of the World, East to West: A Journey round the World, et Hellenism.

*L*a Conférence McDougall a été instituée par le Conseil de la FAO lors de sa vingt-neuvième session en 1958 sur proposition du Directeur général. Elle commémore une des personnalités les plus marquantes de la FAO, l'homme à qui est due pour une bonne part la conception même de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Frank Lidgett McDougall est mort le 15 février 1958 à Rome à l'âge de 74 ans. Rappelons brièvement son rôle dans la création de la FAO. En 1942, il rencontra le Président Roosevelt et lui exposait l'idée d'un organisme international voué à la solution des problèmes mondiaux de la production et de la distribution des denrées alimentaires. En mai 1943, la première conférence des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture s'assemblait à Hot Springs, Virginie; McDougall était membre de la délégation australienne. Au sein de la Commission intérimaire des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, il travailla à partir de ce moment à la constitution de la FAO. L'Organisation ayant été fondée en 1945, il y devint conseiller, et plus tard assistant spécial du Directeur général.

En instituant la Conférence McDougall, le Conseil de la FAO a stipulé que le conférencier serait une personne de réputation mondiale, sans considération de nationalité. Une grande latitude lui serait laissée dans le choix du sujet mais son allocution devrait se rapporter, directement ou indirectement, aux problèmes mondiaux de l'alimentation et de l'agriculture et à celui de la population et des disponibilités alimentaires.

La première conférence à la mémoire de McDougall a été prononcée à Rome, le 2 novembre 1959, par M. Arnold Toynbee, l'historien, au cours d'une session plénière de la dixième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. C'est le texte de cette conférence qui figure dans la présente brochure. Le fait que la FAO le publie dans ses trois langues de travail ne signifie pas que les vues exprimées ici sont nécessairement celles de l'Organisation.

POPULATION ET ALIMENTATION

La deuxième guerre mondiale est, pour autant que je sache, une des plus grandes tragédies que l'humanité ait connue jusqu'ici. Elle a été particulièrement tragique parce que, comme Sir Winston Churchill l'a démontré, elle n'était pas inévitable. Néanmoins, durant cette guerre, et parce qu'elle n'avait pas été évitée, il s'est produit un événement qui, rétrospectivement, sera peut-être considéré comme un tournant heureux de l'Histoire. Au cours de cette guerre mondiale, pour la première fois une organisation politique agissant dans l'intérêt de toute l'humanité a pris la responsabilité de faire en sorte que, dans cette crise immense, tous les hommes vivant sur la planète reçoivent au moins la subsistance qui est nécessaire pour assurer leur survie.

L'organisation politique qui a accompli cette action historique est celle des Nations Unies pour le temps de guerre. C'était seulement l'embryon de l'organisation mondiale qui a hérité son nom. C'était une coalition d'Etats en guerre avec une autre coalition. Malgré cela, les Puissances alliées et associées ont agi comme si le bien-être du monde entier les regardait personnellement. Alors que la bataille durait encore, elles ont prévu des secours d'après-guerre, non seulement pour leurs propres pays, mais aussi pour les pays occupés par leurs adversaires et même pour les pays de leurs adversaires. C'était là un plan d'assistance mondial, le premier qui eût jamais été organisé à cette échelle. Et ce plan n'en resta pas au stade des bonnes intentions. Un organisme, l'UNRRA, fut créé pour le mettre en œuvre, et cet organisme fut doté des vivres et des moyens nécessaires. Certes, l'UNRRA avait un mandat uniquement temporaire, qui devait finir et qui s'acheva en même temps que la situa-

tion critique des lendemains de la guerre. Mais, sans attendre la fin du conflit, on dressait le plan d'une organisation permanente chargée d'accomplir une œuvre durable et constructive sous les auspices plus favorables de la paix. Ces plans aboutirent en octobre 1945 à la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Comment ces actes politiques de grande portée et de grande prévoyance ont-ils pu être accomplis? La politique s'est généralement faite à la petite semaine. Même en temps de paix, les hommes d'Etat sont tellement pressés par les circonstances qu'il est difficile de les intéresser à toute affaire publique qui n'est pas d'une urgence immédiate. En temps de guerre, les hommes d'Etat sont doublement et triplement absorbés par les nécessités de l'heure. La création de l'UNRRA, et plus encore, celle de la FAO, apparaissent donc comme des miracles, étant donné l'époque. Cependant, un miracle est, pour autant que je sache, un événement dont l'esprit humain ne peut rendre compte. Si cette définition est juste, alors, ces deux événements n'ont pas été des miracles. Ils ne l'ont pas été parce que nous savons pourquoi ils ont eu lieu. Nous pouvons nommer certains des individus qui ont produit ces deux organisations bienfaitrices et qui les ont guidées dans la difficile période de leurs débuts. L'UNRRA et la FAO sont nées, l'une après l'autre, de la collaboration féconde de deux sortes de gens: des administrateurs dotés d'assez d'imagination et de science pour concevoir le plan et des hommes d'Etat doués d'assez d'imagination et d'autorité pour lui donner corps. Je citerai, *honoris causa*, un représentant particulièrement éminent de chaque catégorie; parmi les hommes d'Etat, Franklin D. Roosevelt; parmi les fonctionnaires publics, Frank McDougall. Les services que McDougall a rendus à la FAO et, par elle, à l'humanité entière sont connus d'un grand nombre d'entre vous, qui ont eu l'occasion de collaborer avec lui. En reconnaissance de ces services, la FAO a notamment institué la série des conférences à la mémoire de McDougall. M. Sen, en m'invitant à ouvrir cette série de conférences, m'a fait un grand honneur et il m'a donné une très belle occasion, une occasion si belle, en fait, que je désespère, bien entendu, d'être à la hauteur de la circonstance.

En quoi résidait la grandeur de McDougall? C'était un administrateur expérimenté, un homme qui connaissait à fond sa partie, un collègue excellent. Toutes ces belles qualités ont contribué à rendre son œuvre aussi féconde

qu'elle l'a été. Mais je pense que la cause profonde de sa réussite a été sa foi inébranlable. L'idée qui s'est exprimée finalement dans la création de la FAO n'a pas été une inspiration soudaine, le plan n'a pas été improvisé. Le travail préparatoire de McDougall remonte au moins à 1933 et il a été suscité par un événement décourageant, après lequel un homme de peu de foi se serait croisé les bras et aurait renoncé pour toujours à améliorer la conduite des affaires humaines. En 1933, la Conférence monétaire et économique s'était réunie et s'était séparée sans avoir entrepris aucune action efficace contre la crise économique mondiale. La responsabilité de ce fiasco retombe en partie sur le Président Roosevelt qui, plus tard, devait montrer tant de compréhension pour les idées de McDougall et l'aider si puissamment à les mettre en œuvre. Mais cette aide ultérieure ne serait peut-être jamais venue si McDougall et un petit groupe d'amis ralliés aux mêmes idées n'avaient pas continué la lutte, malgré les circonstances défavorables, tout au cours des dix années qui suivirent. La réaction de McDougall, en 1933, devant l'échec de la Conférence monétaire et économique, fut de ne pas vouloir désespérer. C'était là un acte de foi. De foi en quelle chose? Puisque cette foi, finalement, a transporté les montagnes, il faut admettre qu'elle était justifiée dans son objet. Il me semble que c'était une foi dans la nature humaine, une conviction selon laquelle nous autres hommes possédons suffisamment de bonté, de sagesse, de raison, d'habileté et de libre arbitre pour parvenir à maîtriser et à guider le cours des affaires humaines d'une manière qui justifie l'effort accompli. L'idée de guider implique, évidemment, un but. Le but d'une philosophie de l'action, comme celle de McDougall, doit être, je suppose, de rendre la vie de l'homme plus humaine qu'elle ne le serait jamais si les êtres humains se résignaient à abdiquer et s'ils permettaient que la Nature suive son cours sans être bridée par les volontés humaines. Assurément, les volontés humaines sont libres de choisir ou le mal ou le bien. Elles peuvent faire plus mal que la Nature mais elles peuvent également faire mieux. Elles peuvent mettre plus de raison dans les affaires humaines, c'est-à-dire les rendre plus conformes à l'idée que l'homme se fait du bien. C'est à cela que nous pensons, je crois, quand nous parlons aujourd'hui de l'« humain ». Ce terme a une longue histoire, qui remonte à Cicéron et, plus loin encore, aux Grecs. Il est devenu un des mots d'ordre de la civilisation moderne

libérale. J'oserai dire que la foi de McDougall était la conviction que l'homme peut et veut rendre la vie humaine plus « humaine ».

McDougall et ses amis ont eu personnellement de la chance dans leur domaine d'action. Même s'ils avaient échoué, il n'en serait pas moins vrai qu'ils auraient passé toute leur vie à travailler de toutes leurs forces au bien de l'humanité, et il est certain qu'une existence consacrée à ce but est toujours bien remplie, quels qu'en soient les résultats. A la même époque, d'autres hommes également capables, également probes, également dévoués ont eu cette malchance, dans les heures sombres de la guerre, de travailler à une réalisation qui visait à détruire des masses de vies humaines. La création de la FAO n'a pas été le seul événement historique qui ait marqué l'année 1945 comme un tournant de l'Histoire. La même année a vu l'utilisation de l'énergie atomique pour la guerre.

Du point de vue humanitaire, ces deux événements historiques de l'année 1945 représentaient les deux pôles opposés de la réussite humaine. Il existait néanmoins entre eux deux une relation historique, et des plus étroites. Ces deux événements découlaient de l'accroissement de la puissance humaine, phénomène qui a commencé à l'aube de l'Histoire et qui s'est récemment accéléré. En 1945, l'homme voyait approcher le jour où il serait en son pouvoir, soit d'assurer à toute sa race une vie spirituelle et matérielle digne de l'homme, soit au contraire de commettre le « génocide », mot nouveau que nous avons dû inventer pour nommer une atrocité qui auparavant dépassait nos moyens. « Vois, je te propose aujourd'hui vie et bonheur, mort et malheur. » Ces mots ont été écrits au septième siècle avant Jésus-Christ mais ils auraient aussi bien pu l'être aujourd'hui ou à l'âge paléolithique. Ils résument la situation humaine telle qu'elle a toujours été depuis l'époque où les préhominiens nos ancêtres devinrent des hommes. Être un homme signifie être libre de choisir entre le bien et le mal. Le bien et le mal sont toujours ce qu'ils sont. Mais l'enjeu de la vie et de la mort grossit à mesure que s'accroît la puissance de l'homme.

Ceci aggrave nos dangers. Depuis 1945, la race humaine se retrouve en danger de mort pour la première fois depuis ce moment incertain de la longue période paléolithique où l'homme a définitivement pris le dessus sur le reste de la nature. Cette fois, le danger vient de nous-mêmes, de nous qui sommes

sur cette planète les seuls à pouvoir menacer la race humaine d'extinction dans le temps même de sa suprématie. Ce risque mortel, vous le savez tous, est que nous utilisions l'énergie atomique pour la destruction. Ce nouveau danger issu de nous-mêmes est plus grand que toutes les menaces de la Nature aux premiers âges de l'humanité. Cependant, l'immensité même et l'évidence du danger, le fait également que l'homme aujourd'hui n'a pas d'autre ennemi que lui-même sont, en un sens, des données favorables de la situation. Elles nous disent que nous avons le pouvoir d'exorciser un péril que nous avons eu le pouvoir de faire naître et elles nous somment de trouver le salut par nos propres efforts. Le seul parti fatal serait de nous abandonner et de nous résigner à un suicide. Avec l'invention des armes atomiques, c'est pour nous une question de vie ou de mort que de croire et d'appliquer ce que j'ai appelé la philosophie de McDougall. Employée à des fins utiles, l'énergie atomique peut ouvrir une nouvelle ère de progrès qui marquera dans l'Histoire autant que les ères précédentes inaugurées par la découverte de l'agriculture, par celle de la métallurgie et par la révolution industrielle.

La philosophie adverse — la philosophie de la résignation — a prévalu autrefois. Or, cette philosophie défaitiste n'a jamais été fidèle à la réalité. L'homme a toujours possédé une certaine liberté de choix depuis qu'il est devenu homme; seulement, lorsque sa puissance venait à peine de naître, cette liberté n'était pas aussi manifeste qu'elle l'est aujourd'hui. En ces temps-là, il se sentait désarmé devant des forces qu'aujourd'hui nous nous savons capables de dominer si nous le voulons. L'homme, jadis, s'est senti impuissant, par exemple, contre les trois fléaux classiques de l'humanité: la guerre, la peste et la famine. Pour nos ancêtres, l'invasion d'un peuple conquérant était un phénomène comparable à une invasion de sauterelles. L'envahisseur est inexorable. Il n'y a rien d'autre à faire que de le combattre; si on ne le détruit pas, il ravagera vos récoltes et ainsi il vous détruira. Les hommes ne s'étaient pas encore avisés que leurs ennemis humains, du fait même qu'ils étaient humains, pouvaient entendre raison et que peut-être les deux adversaires, en discutant la chose, s'apercevraient qu'ils avaient un intérêt commun à rester en paix et à préserver cette paix par un pacte de concessions mutuelles. Au lieu de cela, chaque tribu croyait que les autres tribus étaient insensibles à tout argument autre que la force, exactement comme un essaim de sauterelles. Quant à la

peste et à la famine, elles aussi, de même que la guerre, étaient acceptées comme des fléaux de Dieu. Comment l'homme aurait-il pu éloigner la maladie ou modifier le temps par un effort de son intelligence? Lorsque Dieu invita David à choisir la famine ou la peste ou la guerre en punition d'une offense, David pensa que Dieu lui accordait une grande faveur. Au lieu de laisser le choix à David, Dieu aurait pu le faire lui-même; ou bien il aurait pu infliger à David et à son peuple les trois fléaux à la fois.

Aujourd'hui, nous ne nous sentons impuissants contre aucun des trois fléaux classiques. Nous avons pris les armes contre la « peste » et avons déjà beaucoup fait pour l'éliminer. La médecine préventive et curative a mis la maladie en déroute. Les animaux domestiques et les plantes cultivées, aussi bien que les êtres humains, ont profité de cette victoire de l'homme. Notre victoire dans ce domaine semble devoir se consommer prochainement par l'alliance de la santé publique et de la nutrition: le mariage de la santé et de l'agriculture, comme a dit Lord Bruce. Quant à la guerre, nous savons qu'il est en notre pouvoir de l'abolir si nous le voulons — et nous avons maintenant de tout puissants motifs de le vouloir. Nous avons ce pouvoir parce que nous avons acquis l'habitude de la négociation et que nous avons depuis longtemps organisé les voies de la négociation. Même sur le plan politique, où la coopération est le plus difficile, nous savons que nous sommes capables de créer un gouvernement mondial si nous le voulons. Que dire maintenant de la famine? C'est la question qui occupe directement la FAO. Cet antique adversaire de la race humaine est celui que la FAO est chargée de combattre. Nous savons que nous pouvons vaincre aussi la famine, mais cette tâche réclame peut-être encore plus de patience et de savoir-faire que les deux autres.

Soumettre le cours des affaires humaines au contrôle de la raison et de l'idéal humanitaire n'est possible que si nous parvenons à établir la concorde et la coopération entre les volontés humaines. Il est déjà difficile d'amener deux individus à travailler de concert. La difficulté de réaliser l'harmonie augmente en progression géométrique lorsque s'accroît le nombre des individus que l'on doit mettre d'accord. Ce fait est simple et évident, mais il a d'importantes conséquences pratiques. L'une d'entre elles est qu'il existe une différence fondamentale entre les mesures rationnelles à buts humanitaires qui peuvent être exécutées plus ou moins efficacement si les gouvernements s'entendent

et coopèrent, et d'autres mesures dont la mise en œuvre est subordonnée à la décision personnelle de centaines de millions d'individus privés. Il est manifeste que, dans le second cas, l'établissement d'une coopération effective a des chances d'être plus laborieux et plus lent.

Il va de soi qu'aucun gouvernement, même despotique, ne peut défier en tout les sentiments de ses sujets ou violer toutes leurs croyances. A la longue, en tout cas, aucun gouvernement ne peut se passer d'un minimum d'approbation de la part des gouvernés. Mais la plupart du temps, même dans un pays démocratique, le gouvernement peut compter obtenir l'acquiescement passif de ses sujets lorsqu'il prend une décision qui ne provoque pas décidément l'opinion. Il est des mesures que les gouvernements peuvent adopter et appliquer eux-mêmes de leur propre initiative et par leurs propres agents; dans ce domaine, la coopération est relativement facile parce que le nombre des volontés à concilier est relativement faible. Prenez un pays ultra-démocratique; donnez au mot « gouvernement » le sens le plus large, comprenez-y tous les fonctionnaires et tous les membres du parlement, outre les ministres et le Président du Conseil. Vous constaterez que le nombre total de ce personnel est extrêmement faible par rapport à la population totale d'un pays, si petit soit-il. D'autre part, le nombre des gouvernements qui existent dans le monde n'est pas considérable. Certes, il a augmenté à mesure que les peuples autrefois assujettis obtenaient leur indépendance, mais le total ne dépasse pas une centaine. En conséquence, dans les domaines où l'action de l'Etat est efficace, des mesures peuvent être mises en vigueur dans le monde entier dès lors qu'elles ont été acceptées par cent ou deux cent mille individus, tout au plus. Des mesures de ce genre sont évidemment beaucoup plus faciles à appliquer que les mesures requérant la coopération des deux ou trois milliards de citoyens qui vivent dans le monde.

Un domaine dans lequel l'action gouvernementale a obtenu des succès marquants est celui de la médecine préventive. Ce domaine-là n'est pas litigieux. Tous les hommes reconnaissent comme une vérité d'évidence que l'amélioration de la santé humaine est un objectif qui doit être recherché à la fois par les gouvernements et par le public. Et bien que certaines personnes s'opposent parfois, pour des raisons de conscience, à des mesures d'hygiène publique comme la vaccination, on peut affirmer en général que les gouverne-

ments peuvent compter dans ce domaine sur l'appui des citoyens autant qu'ils peuvent compter sur l'accord des autres gouvernements. En conséquence, les mesures de médecine préventive qui ont été adoptées au cours des cent dernières années ont produit en peu de temps des résultats considérables, et si l'amélioration de la santé publique dépendait uniquement de la médecine préventive, son progrès serait assuré. Cependant, nous rencontrons ici un des problèmes de McDougall, que Lord Bruce a résumé en préconisant le mariage de la santé et de l'agriculture. La médecine préventive, pour bienfaisante qu'elle soit, a une vertu négative, comme le révèle son nom. Elle peut libérer l'humanité du tribut que la maladie lui imposait jadis, mais elle ne nous apporte pas les éléments positifs de la santé et de la vigueur physique. La santé exige l'alliance d'une médecine préventive efficace et d'une nutrition convenable, autrement dit l'absorption des aliments nécessaires, en quantités suffisantes et dans la bonne proportion. Ceci correspond à un régime dans lequel les aliments énergétiques et les aliments de protection sont bien équilibrés. Et ici, comme chacun sait, nous nous heurtons à des difficultés avec lesquelles les gens chargés de protéger la santé publique par la médecine préventive n'ont pas à se mesurer.

Dans le domaine de la médecine préventive, l'humanité se conduit aujourd'hui à peu près comme une seule famille. La lutte contre la maladie est menée à l'échelle mondiale. Dans l'idéal, la production et la distribution des aliments devraient être organisées sur la même base mondiale; et, certes, il faudra qu'elles le soient avant longtemps si la population mondiale en voie d'accroissement rapide doit continuer à manger. Toutefois, dans la réalité, le monde, à cet égard, reste partagé entre des unités locales qui poursuivent chacune une politique assez étroitement égoïste. Quelles denrées alimentaires chaque pays doit-il produire? De quelles denrées alimentaires le gouvernement doit-il autoriser l'importation? Ces deux questions continuent à faire l'objet de controverses politiques et de litiges. Dans ce domaine, le souci humanitaire d'assurer une nourriture adéquate à toute l'humanité se heurte à la même difficulté que le désir humanitaire d'abolir la guerre. Une difficulté politique se présente dans les deux cas. Mais, dans la lutte pour une meilleure nutrition, il surgit également une difficulté d'un autre ordre et encore plus redoutable. Imaginons que tous les gouvernements du monde aient fait preuve d'autant

de prévoyance et de bonne volonté dans leur politique de nutrition que dans leur politique de santé. Cela aurait-il suffi à résoudre le problème de la nutrition? Non. Seul, l'obstacle politique préliminaire aurait été écarté, et nous pourrions maintenant passer à la tâche de persuader les millions et les millions d'individus de faire eux-mêmes ce qu'ils ont à faire pour que le niveau de l'alimentation humaine puisse être relevé.

Nous avons un proverbe qui dit: « on peut mener le cheval à l'abreuvoir mais on ne peut pas le forcer à boire ». Un gouvernement a le pouvoir d'éliminer les obstacles à l'importation des denrées alimentaires dans le pays; ses décisions auront également une grande influence sur la nature et la quantité des denrées alimentaires qui seront produites dans le pays. Mais le gouvernement ne peut pas décréter ce que mangeront ses sujets, ni dicter le régime que les parents donneront aux enfants. Tout ce qu'il peut, c'est faire en sorte qu'il devienne difficile ou impossible aux citoyens de se procurer certains produits. Il ne peut pas décider du choix que les citoyens feront entre les différents produits disponibles, ni déterminer lui-même les proportions dans lesquelles ils associeront les composantes de leur régime. Or c'est d'un tel choix, bon ou mauvais, que dépend la nutrition convenable ou la malnutrition. Et ce choix est lié à la volonté individuelle de millions d'hommes et de femmes. L'étude de la nutrition est une science encore jeune, et bien que les connaissances nouvelles déjà assemblées soient importantes, elles restent l'apanage d'un très petit nombre de chercheurs spécialisés. Le régime de la grande majorité de l'humanité est encore déterminé par des habitudes ancestrales, fortifiées par les préjugés. Dans la mesure où le régime réel diffère du régime adéquat, il ne suffit pas que les gouvernements donnent à leurs administrés la possibilité de bien se nourrir. Les citoyens doivent être persuadés individuellement d'adopter ce régime judicieux. Pour cela, il faut éduquer les masses, ce qui exige du temps, de l'argent et du travail. Ici réside la difficulté capitale. Des millions d'êtres humains victimes de l'ignorance et des préjugés doivent être amenés par la persuasion à modifier leurs habitudes alimentaires et à conformer leur régime aux prescriptions d'une science qui progresse.

Mais le régime alimentaire n'est pas le seul domaine dans lequel il faille éduquer et convertir les masses si l'on veut que l'humanité se libère des menaces de la famine. Il faudra produire les aliments voulus en proportions

convenables et en quantités suffisantes pour nourrir la population mondiale, si nombreuse soit-elle. Le mouvement de la population est déterminé par la variation du rapport entre le taux de natalité et le taux de mortalité. La médecine préventive, appliquée par les autorités publiques, est parvenue au cours des derniers temps à réduire la mortalité d'extraordinaire façon dans la plupart des régions du monde et, en particulier, dans un grand nombre des pays les plus peuplés des régions dites « peu développées ». Si à ces progrès de la médecine préventive devait correspondre un progrès identique de la nutrition, la mortalité décroîtrait encore, en particulier la mortalité infantile. L'humanité remporterait ainsi une grande victoire sur la Nature, dont l'habitude inhumaine consiste à produire un nombre superflu de créatures pour parer à des pertes qui ne sont pas inévitables. Les être humains refusent désormais d'être sacrifiés à la prodigalité extravagante de la Nature. Cette révolte, il va sans dire, est entièrement justifiée du point de vue humanitaire; mais si l'humanité doit désormais échapper aux pertes que lui infligeaient autrefois les maladies et la guerre, elle verra se poser à elle un problème nouveau — celui de l'accroissement démesuré de la population. Les efforts que nous faisons pour réduire la mortalité doivent s'accompagner d'un effort systématique pour agir sur le taux de natalité. En effet, les ressources de la planète, même si elles sont administrées et mises en valeur scientifiquement et gérées dans l'intérêt de toute la communauté humaine, ne suffiront pas éternellement à nourrir une population qui s'accroît à l'infini. Nous pouvons sélectionner les plantes et les animaux, les élever sur les sols qui leur conviennent le mieux; nous pouvons cultiver l'Océan, comme les Japonais ont commencé à le faire. Mais, tôt ou tard, la production alimentaire atteindra la limite; et alors, si la population continue d'augmenter, la famine accomplira toute seule le carnage qu'elle opérait autrefois avec le concours de la peste et de la guerre.

Les choses que je viens de vous dire sont évidemment des lapalissades pour les experts, mais elles sont toujours bonnes à dire, et, pour être franc, elles devraient être criées sur les toits. Nous devons persuader, nous devons influencer les milliards de personnes qui toutes, par leurs décisions individuelles, ont le pouvoir de faire baisser la natalité. La mortalité a été réduite par l'action bienfaisante d'un petit nombre d'individus haut placés. Mais quand il s'agit

de réduire en proportion la natalité, les autorités publiques sont à peu près impuissantes. L'initiative ici appartient aux particuliers.

Ces milliards d'individus doivent recevoir simultanément une double éducation. Dans le domaine de la nutrition, il faut les persuader de collaborer avec les gouvernements de manière à réduire le pourcentage des décès prématurés. Ici, les citoyens n'ont qu'une partie du travail à faire, encore que leur tâche soit importante puisqu'ils doivent réformer volontairement leur régime traditionnel. Notre régime alimentaire est un élément intime de notre vie, mais il n'est pas aussi intime que nos habitudes sexuelles; et la nécessité d'une réforme de ces habitudes deviendra encore plus pressante si le travail éducatif de la FAO dans le domaine alimentaire est couronné du succès qu'il mérite.

Dans l'ensemble du monde jusqu'à ces derniers temps, et dans la plus grande partie du monde jusqu'à ce jour, l'humanité, dans sa vie sexuelle, a suivi le cours de la Nature, c'est-à-dire qu'elle s'est reproduite au maximum. Permettre à la Nature de suivre ses habitudes de prodigalité dans la reproduction de la race humaine, cela avait peut-être un sens à une époque où nous lui permettions aussi d'agir à sa mode en décimant l'humanité par la guerre, les maladies et la famine. Parce que nous sommes humains, nous nous sommes enfin révoltés contre ce gaspillage insensé. Nous avons commencé d'imposer au jeu impitoyable de la Nature un ordre nouveau, le nôtre. Mais, une fois que l'homme a commencé de contrarier la Nature, il ne peut plus s'arrêter à mi-chemin. Nous ne pouvons impunément réduire la mortalité et, en même temps, permettre à la natalité de suivre le cours naturel. Nous devons consciemment nous efforcer d'établir un équilibre; ou bien, tôt ou tard, la famine sera de nouveau lâchée sur le monde. Et nous voici ramenés au cœur du problème. La mortalité peut être réduite par l'action publique de quelques-uns. La natalité ne peut être réduite ou stabilisée que par l'action privée des multitudes.

Si nous cherchions un prétexte pour ne pas agir, nous pourrions dire que la reproduction illimitée est un instinct humain, et nous en tenir là. Mais existe-t-il vraiment des instincts dans la nature humaine? Et même s'il en existe, sont-ils réfractaires à la volonté humaine? Je ne pense pas que nous ayons le droit de nous réfugier dans l'argument de l'instinct. Ce qui est incontestable, c'est que, dans ce problème de la natalité, nous devons compter avec des habitudes invétérées; mais les habitudes, pour invétérées qu'elles soient, ne sont pas

immuables. L'homme ne peut se grandir d'une coudée par un acte d'intelligence, mais rien ne l'empêche de modifier la hauteur de son chapeau et l'épaisseur de ses semelles.

Même si le taux de natalité est une question d'habitude, il reste prodigieusement difficile de provoquer un changement d'habitude dans ce domaine. La coutume de se reproduire au maximum n'est peut-être pas inspirée par un instinct, mais elle était justifiée par l'expérience des siècles où la guerre, les maladies et la famine prélevaient leur tribut sans rencontrer de résistance. Cette habitude a été consacrée également par la religion. La perpétuation d'une famille devient un devoir religieux si le bonheur réservé à l'individu dans une vie future dépend des rites posthumes que l'on observera en son honneur et si l'on pense que seuls ses descendants pourront accomplir ces rites avec l'efficace nécessaire. Ces croyances donnaient du prix au maintien d'une forte natalité dans les époques où les pertes dues à la guerre, aux maladies et aux famines étaient élevées.

Ce problème est vraiment un problème religieux en ce sens qu'il soulève la question: quelle est la fin véritable de l'Homme? Est-ce de peupler la terre du nombre maximum d'êtres humains qui puissent être maintenus simultanément en vie par la quantité maximum de nourriture que la terre puisse produire? Ou bien est-ce de rendre les êtres capables de mener la meilleure sorte d'existence que les limitations spirituelles de la nature humaine leur permettent de vivre? Le premier de ces deux objectifs possibles semble irrationnel. Ce qui compte, certainement, ce n'est pas le fait que la surface de la planète puisse porter quatre milliards d'êtres humains au lieu de trois milliards; ce qui compte, c'est que les êtres humains, quel que soit leur nombre, réalisent les plus hautes possibilités de leur nature. Et si telle est la fin véritable de l'homme, notre objectif doit être le chiffre de population le mieux adapté à cette fin, compte tenu de la situation économique et sociale de chaque génération. Ce chiffre optimum ne peut naturellement pas être déterminé sans considération des personnes. La limite supérieure peut dépendre de la limitation des disponibilités en aliments et autres produits indispensables; mais la limite inférieure dépendra de ce que l'on considère comme le plus propre à assurer le bonheur des individus. Aux yeux de la plupart des hommes et des femmes, la vie est incomplète sans le mariage et les enfants; et pour le jeune être humain,

l'enfance risque d'être incomplète sans un nombre minimum de frères et de sœurs. Le bonheur qui doit être le critère de la dimension optimum de la population est le bonheur des individus dans le cadre familial. Mais cet objectif est très éloigné de celui qui consiste à rechercher le plus grand nombre comme une fin en soi.

Quel que soit notre objectif dans le domaine de la population ou dans le domaine de la nutrition, nous ferons bien de nous rappeler encore une fois que l'accord et la coopération des gouvernements ne suffiront pas à mettre cet objectif à portée de l'humanité. Dans ces deux domaines, il ne pourra être atteint que dans la mesure où il aura été vraiment adopté par les innombrables individus dont les innombrables choix déterminent l'avenir. Il en résulte que la partie politique ne représente que le début de notre tâche. Ensuite, vient le travail d'éducation. Il demandera du temps, car l'évangile doit être prêché à l'humanité entière, et une grande majorité de l'humanité est encore enchaînée dans les liens de l'ignorance et de l'habitude. On aurait tort d'essayer de hâter les choses. Toute pression aurait sans doute un effet contraire au résultat cherché. Elle susciterait probablement une réaction hostile; les êtres humains, réduits à la défensive, peuvent avoir, nous le savons, l'obstination de la mule.

Cette situation réclame un haut degré de modération, de patience et de courage de la part de la petite minorité de l'humanité qui tient en main les affaires publiques. Les hommes et les femmes qui occupent aujourd'hui ces postes de responsabilité sont conscients des dangers auxquels l'humanité est exposée à notre époque. Ils savent que, jusqu'au jour où nous serons parvenus à abolir la guerre, nous courrons toujours le risque de commettre un suicide collectif. Ils savent également que, jusqu'au jour où nous serons parvenus à limiter l'effectif de la population mondiale, nous serons engagés dans la course périlleuse qui oppose, d'une part, l'accroissement sans frein de la population mondiale et, d'autre part, l'expansion des disponibilités alimentaires mondiales par l'effort commun des hommes d'Etat et des savants. Techniquement, il est possible — et c'est d'ailleurs la tâche maîtresse de la FAO et des gouvernements — de doubler ou de tripler les disponibilités alimentaires du monde; mais notre course est une course contre la montre puisqu'il y a forcément un maximum au-delà duquel les disponibilités alimentaires du monde ne peuvent

plus augmenter. En attendant, les hommes d'Etat et les savants doivent accepter le fait brutal que, même s'ils savent comment ces problèmes urgents peuvent être résolus et même s'ils sont unanimes à désirer que les solutions possibles soient mises en pratique, leurs volontés, même unies, ne prévaudront pas avant qu'ils aient pu convertir le reste de l'humanité. Des myriades d'intelligences devront être éclairées et des myriades de volontés devront être amenées à prendre des myriades de décisions personnelles difficiles.

Cette nécessité de la conversion collective est la condition sous laquelle nous pouvons concevoir que l'homme ait la liberté d'exercer un contrôle humain sur les affaires humaines. Dans un excès de pessimisme nous pourrions être tentés de dire que cette condition, si telle est vraiment la condition à l'exercice de la liberté humaine, est si prohibitive qu'elle rend cette liberté illusoire. Peut-être sommes-nous maîtres de nos affaires dans les domaines où une minorité expérimentée et consciente peut obtenir des résultats par son action propre, sans requérir autre chose que le consentement passif de la majorité ignorante et confinée dans ses préjugés. Mais n'espérons pas étendre cette domination de l'intelligence aux problèmes qui dépendent des volontés innombrables de la multitude. Le pessimiste pourrait soutenir que dans ce cas-là nous n'avons pas le choix, il faut laisser la Nature suivre son cours. Le régime alimentaire de l'humanité et l'effectif de la population mondiale s'arrangeront comme ils pourront. Le résultat a peu de chance d'être satisfaisant et risque d'être désastreux, mais nous n'y pouvons rien.

Ce défaitisme, je pense, n'a jamais été l'attitude de McDougall, et nous trahirions certainement toute son œuvre si nous y succombions. La tâche de convertir l'humanité est assurément si vaste qu'elle donne le vertige, mais les humanistes modernes que nous sommes ne sont pas les premiers à devoir l'entreprendre. Elle a déjà été entreprise au cours des 2500 dernières années par les missionnaires des religions historiques; et leurs grandes réussites sont des précédents qui devraient nous donner courage et confiance. Nous avons aujourd'hui à notre disposition des moyens matériels que les premiers missionnaires bouddhistes et chrétiens ne possédaient pas. Le monde moderne a déjà été unifié, sur le plan matériel, pour le bien ou pour le mal. Ces commodités matérielles nous aideront, mais par elles-mêmes elles ne suffiront pas à nous mener au succès. Les missionnaires des religions historiques ont pu convertir

des continents entiers parce qu'ils travaillaient pour le salut des hommes et des femmes qu'ils prêchaient. Ils croyaient que la nature humaine répondrait à leur appel, et elle le fit. Dans notre tâche de missionnaires modernes, il est possible que nous ne prenions pas tous notre inspiration dans les croyances religieuses traditionnelles, mais il est sûr que nous avons tous un objectif identique à celui des personnes qui ont ou qui ont eu ces croyances. Nous aussi, nous voulons sauver nos semblables. Nous essayons de les aider à prendre les décisions individuelles qui promettent une vie meilleure à eux et à leurs enfants. Nous aussi, nous devons avoir foi dans la nature humaine, commune à tous les hommes. Si nous avons cette foi, nous pouvons être à la hauteur de notre tâche, qui est d'aider ces millions d'êtres humains à faire leur propre salut. Nous pouvons les aider à prendre le bon parti dans le choix éternel de l'homme entre la vie et le bien, la mort et le mal. Mais les décisions doivent être prises par chacun de nous pour lui-même. Nul ne peut les prendre pour son voisin.